

Le Droit d'Auteur

Revue de
L'ORGANISATION MONDIALE DE LA
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE
(OMPI)

et des Bureaux internationaux réunis pour la
protection de la propriété intellectuelle (BIRPI)

Paraît chaque mois
Abonnement annuel: fr.s. 50.—
Fascicule mensuel: fr.s. 6.—

85^e année - N° 6
JUN 1972

Sommaire

	Pages
ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE	
— Australie. Adhésion à la Convention OMPI	126
— Mouvement au sein du personnel du Bureau international de l'OMPI	126
UNION DE BERNE	
— Australie. Adhésion à l'Acte de Stockholm de la Convention de Berne (à l'exception des articles 1 à 21 et du Protocole relatif aux pays en voie de développement)	127
— Fidji. Déclaration de continuité à la Convention de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, révisée à Bruxelles le 26 juin 1948	127
LÉGISLATIONS NATIONALES	
— Canada. Loi modifiant la loi sur le droit d'auteur	128
— Luxembourg. Loi sur le droit d'auteur (du 29 mars 1972)	128
CORRESPONDANCE	
— Lettre du Canada (Andrew A. Keyes)	134
CHRONIQUE DES ACTIVITÉS INTERNATIONALES	
— Syndicat international des auteurs (IWC). Comité exécutif (Helsinki, 26 au 28 avril 1972)	139
CALENDRIER	
— Réunions organisées par l'OMPI	139
— Réunions de l'UPOV	140
— Réunions d'autres organisations internationales s'occupant de propriété intellectuelle	140

AUSTRALIE

Adhésion à la Convention OMPI

Le Directeur général de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle a notifié aux gouvernements des pays invités à la Conférence de Stockholm que le Gouvernement du Commonwealth d'Australie avait déposé, le 10 mai 1972, son instrument d'adhésion, en date du 3 mai 1972, à la Convention instituant l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI).

Le Commonwealth d'Australie a rempli la condition prévue à l'article 14.2) de la Convention en adhérant simultanément à

- l'Acte de Stockholm de la Convention de Paris avec la limitation prévue par l'article 20.1)b)i) dudit Acte, qui permet de stipuler que l'adhésion n'est pas applicable aux articles 1 à 12,

- et à l'Acte de Stockholm de la Convention de Berne avec la limitation prévue par l'article 28.1)b)i) dudit Acte, qui permet de stipuler que l'adhésion n'est pas applicable aux articles 1 à 21 et au Protocole relatif aux pays en voie de développement.

En application de l'article 15.2), la Convention instituant l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI) entrera en vigueur, à l'égard du Commonwealth d'Australie, trois mois après la date de dépôt de l'instrument d'adhésion, soit le 10 août 1972.

Notification OMPI N° 38, du 25 mai 1972.

**Mouvement au sein du personnel
du Bureau international de l'OMPI**

M. T. S. Krishnamurti, précédemment *Deputy Secretary (Book Promotion)* et *Registrar of Copyrights* au Ministère de l'éducation et de l'assistance sociale du Gouvernement de l'Inde, a été nommé — avec effet au 1^{er} juin 1972 — Conseiller, Chef de la Division du droit d'auteur.

UNION DE BERNE

AUSTRALIE

**Adhésion à l'Acte de Stockholm de la Convention de Berne
(à l'exception des articles 1 à 21 et du Protocole relatif aux pays en voie de développement)**

Le Directeur général de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI) a notifié aux gouvernements des pays membres de l'Union de Berne que le Gouvernement du Commonwealth d'Australie avait déposé, le 10 mai 1972, son instrument d'adhésion, en date du 3 mai 1972, à la Convention de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques du 9 septembre 1886, telle que révisée à Stockholm le 14 juillet 1967, en déclarant, conformément à l'article 28.1)b)i), que cette adhésion n'est pas applicable aux articles 1 à 21 et au Protocole relatif aux pays en voie de développement.

En application des dispositions de l'article 28.2)c) de l'Acte de Stockholm de ladite Convention, les articles 22 à 38 entreront en vigueur, à l'égard du Commonwealth d'Australie, trois mois après la date de la présente notification, c'est-à-dire le 25 août 1972.

La date d'entrée en vigueur des autres dispositions de l'Acte de Stockholm de ladite Convention fera l'objet d'une notification spéciale, lorsque le nombre requis de ratifications ou d'adhésions sera atteint.

Notification Bernc N° 36, du 25 mai 1972.

FIDJI

**Déclaration de continuité à la Convention de Berne pour la protection
des œuvres littéraires et artistiques, révisée à Bruxelles le 26 juin 1948**

*Notification du Gouvernement suisse aux Gouvernements
des pays unionistes*

Par lettre du 1^{er} décembre 1971, reçue le 20 du même mois, le Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères des Fidji a confirmé au Gouvernement de la Confédération suisse l'appartenance des Fidji à la Convention de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques du 9 septembre 1886, telle que révisée à Bruxelles le 26 juin 1948.

Cette communication est fondée sur une déclaration d'application formulée en son temps par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord conformément à l'article 26.1) de la Convention. Les Fidji sont dès lors considérées comme étant liées à ladite Convention dès le 10 octobre 1970, date de leur accession à l'indépendance.

Berne, le 2 juin 1972.

LÉGISLATIONS NATIONALES

CANADA

Loi modifiant la loi sur le droit d'auteur

(Sanctionnée le 23 décembre 1971) *

Sa Majesté, sur l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète:

1. — Le paragraphe (3) de l'article 4 de la loi sur le droit d'auteur est abrogé et remplacé par ce qui suit:

*« Droits d'auteur relatifs aux empreintes
et autres organes mécaniques »*

(3) Sous réserve du paragraphe (4), le droit d'auteur existe pendant le temps ci-après mentionné, à l'égard des empreintes, rouleaux perforés et autres organes à l'aide desquels

* 19-20 Elizabeth II, Chapitre 60.

des sous peuvent être reproduits mécaniquement, comme si ces organes constituaient des œuvres musicales, littéraires ou dramatiques.

Noture du droit d'auteur

(4) Nonobstant le paragraphe (1) de l'article 3, aux fins de la présente loi, le « droit d'auteur » désigne, relativement à une empreinte, un rouleau perforé ou autre organe à l'aide desquels des sons peuvent être reproduits mécaniquement, le droit exclusif de reproduire un tel organe ou toute partie substantielle de celui-ci sous quelque forme matérielle que ce soit. »

2. — La présente loi prendra effet le 1^{er} janvier 1971.

LUXEMBOURG

Loi sur le droit d'auteur

(Du 29 mars 1972) *

SOMMAIRE

Section I	— Du droit d'auteur en général (articles 1 ^{er} à 10)
Section II	— Des exceptions au droit d'auteur (articles 11 à 14)
Section III	— Du droit d'auteur sur les œuvres littéraires, dramatico-musicales et musicales (articles 15 à 17)
Section IV	— Du droit d'auteur sur les œuvres des arts figuratifs (articles 18 à 22)
Section V	— De la radiodiffusion des œuvres littéraires et artistiques (articles 23 à 25)
Section VI	— De l'œuvre cinématographique (articles 26 à 28)
Section VII	— De la contrefaçon et de sa répression (articles 29 à 36)
Section VIII	— Action civile résultant du droit d'auteur (articles 37 à 46)
Section IX	— Droits des étrangers (article 47)
Section X	— Organismes exerçant le droit d'auteur (article 48)
Section XI	— Disposition transitoire (article 49)
Section XII	— Abrogation de la législation existante (article 50)
Section XIII	— Entrée en vigueur (article 51)

Section I. — Du droit d'auteur en général

Article premier. — L'auteur d'une œuvre littéraire ou artistique jouit sur cette œuvre d'un droit de propriété incorporelle exclusif et opposable à tous.

Ce droit comporte des attributs d'ordre intellectuel et moral, ainsi que des attributs d'ordre patrimonial qui sont déterminés par la présente loi.

Les termes « œuvres littéraires et artistiques » comprennent toutes les productions du domaine littéraire, scientifique et artistique, quel qu'en soit le mode ou la forme d'expression, telles que les livres, brochures et autres écrits; les conférences, allocutions, sermons et autres œuvres de même nature; les œuvres dramatiques ou dramatico-musicales; les œuvres chorégraphiques et les pantomines dont la mise en scène est fixée par écrit ou autrement; les compositions musicales avec ou sans paroles; les œuvres cinématographiques auxquelles sont assimilées les œuvres exprimées par un procédé analogue à la cinématographie; les œuvres de dessin, de peinture, d'architecture, de sculpture, de gravure, de lithographie; les œuvres photographiques auxquelles sont assimilées

* La présente loi a été publiée dans le *Mémorial*, Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg, du 12 avril 1972 (A - N° 23).

les œuvres exprimées par un procédé analogue à la photographie; les œuvres des arts appliqués, les illustrations, les cartes géographiques, les plans, croquis et ouvrages plastiques, relatifs à la géographie, à la topographie, à l'architecture ou aux sciences.

Sont protégés comme des œuvres originales, sans préjudice des droits de l'auteur de l'œuvre originale, les traductions, adaptations, arrangements de musique et autres transformations d'une œuvre littéraire ou artistique.

Les recueils d'œuvres littéraires ou artistiques qui, par le choix ou la disposition des matières, constituent des créations intellectuelles, sont protégés comme telles, sans préjudice des droits des auteurs sur chacune des œuvres qui font partie de ces recueils.

Art. 2. — Sous réserve d'autres dispositions de la présente loi le droit d'auteur se prolonge pendant cinquante ans après le décès de l'auteur, au profit de ses héritiers ou ayants droit.

Toutefois, la durée prévue à l'alinéa précédent peut être étendue par voie de règlement d'administration publique.

Art. 3. — Le droit de reproduire l'œuvre ou de la divulguer d'une autre façon au public ainsi que d'en autoriser la reproduction ou la divulgation constitue le droit exclusif d'exploitation de l'auteur.

Le droit d'exploitation est cessible et transmissible, en tout ou en partie, conformément aux règles du Code civil.

Art. 4. — Le droit d'auteur sur les œuvres photographiques et les œuvres des arts appliqués se prolonge pendant cinquante ans à compter de leur réalisation.

Art. 5. — Est présumée auteur de l'œuvre, sauf preuve contraire, la personne dont le nom en tant que celui de l'auteur est indiqué sur l'œuvre de la manière usitée.

Art. 6. — Lorsque l'œuvre est le produit d'une collaboration telle que les apports des collaborateurs sont inséparables, le droit d'auteur existe au profit de tous les ayants droit jusque cinquante ans après la mort du survivant des collaborateurs. Demeure toutefois réservée l'application des dispositions de la section VI.

Art. 7. — Lorsque le droit d'auteur est indivis, l'exercice de ce droit est réglé par les conventions. A défaut de conventions, aucun des coauteurs ne peut l'exercer isolément, sauf aux tribunaux à prononcer en cas de désaccord.

Toutefois, chacun des coauteurs reste libre de poursuivre en son nom et sans l'intervention des autres l'atteinte qui serait portée au droit d'auteur et de réclamer des dommages-intérêts pour sa part.

Art. 8. — L'éditeur d'une œuvre anonyme ou pseudonyme est réputé, à l'égard des tiers, représenter l'auteur. La durée de la protection expire cinquante ans après que l'œuvre aura été licitement rendue accessible au public.

Toutefois, si l'identité de l'auteur est établie, ce dernier, ou ses ayants cause, rentrent dans leurs droits respectifs.

Art. 9. — Indépendamment des droits patrimoniaux d'auteur, et même après la cession desdits droits, l'auteur jouit du droit de revendiquer la paternité de son œuvre et de s'opposer à toute déformation, mutilation ou autre modification de celle-ci ou à toute autre atteinte à la même œuvre, préjudiciables à son honneur ou à sa réputation.

Le droit visé à l'alinéa précédent est attaché à la personne de l'auteur. Après sa mort, il est maintenu jusqu'à l'extinction des droits patrimoniaux et, pendant toute la durée de la protection, il pourra être exercé par les héritiers de l'auteur ou par un tiers auquel celui-ci aura conféré son exercice par des dispositions testamentaires.

Art. 10. — Pour le calcul de la durée de protection prévue par la présente loi, il est pris, comme date de départ, le premier janvier de l'année qui suit l'événement considéré.

Section II. — Des exceptions au droit d'auteur

Art. 11. — Les discours prononcés dans les assemblées délibérantes, dans les audiences publiques des tribunaux ou dans les réunions politiques, peuvent être librement publiés et radiodiffusés. Les conférences, allocutions et autres œuvres de même nature, prononcées en public, peuvent être reproduites par la presse et radiodiffusées en original ou en traduction lorsqu'une telle utilisation est justifiée par le but d'information à atteindre.

Toutefois, l'auteur seul a le droit de tirer à part ou réunir en recueil les œuvres mentionnées à l'alinéa précédent.

Art. 12. — Les actes officiels de l'autorité et leurs traductions officielles ne donnent pas lieu au droit d'auteur.

Tous autres écrits faits par l'État, les communes ou les établissements publics donnent lieu au droit d'auteur, soit au profit de ces administrations pendant une durée de cinquante ans, à compter de leur publication, soit au profit de l'auteur, s'il ne l'a pas aliéné en faveur de ces administrations.

Art. 13. — Le droit de l'auteur sur une œuvre littéraire ou artistique déjà rendue licitement accessible au public n'exclut pas le droit de faire des citations en original ou en traduction lorsqu'elles sont conformes aux bons usages et dans la mesure justifiée par le but à atteindre, y compris les citations d'articles de journaux et de recueils périodiques sous forme de revues de presse.

Il en est de même en ce qui concerne l'utilisation des œuvres littéraires ou artistiques, dans la mesure justifiée par le but à atteindre, à titre d'illustration de l'enseignement par le moyen de publications, d'émissions de radiodiffusion ou d'enregistrements sonores ou visuels, sous réserve qu'une telle utilisation soit conforme aux bons usages.

Les citations et utilisations seront accompagnées de la mention de la source et du nom de l'auteur, si ce nom figure dans la source.

Art. 14. — Les œuvres littéraires ou artistiques vus ou entendues au cours d'un événement d'actualité peuvent, dans la mesure justifiée par le but d'information à atteindre, être reproduites et rendues accessibles au public à l'occasion d'un

compte rendu dudit événement par le moyen de la photographie, de la cinématographie ou par voie de radiodiffusion.

Les articles d'actualité de discussion économique, politique ou religieuse, publiés dans des journaux ou recueils périodiques, et les œuvres radiodiffusées ayant le même caractère pourront être reproduits par la presse ou radiodiffusés en original ou en traduction, si les auteurs ou éditeurs n'ont pas expressément déclaré, dans le journal ou le recueil même où ils les auront fait paraître, qu'ils en interdisent la reproduction ou la radiodiffusion; toutefois, la source devra toujours être clairement indiquée. Pour les recueils, il suffit que l'interdiction soit faite d'une manière générale en tête de chaque numéro.

Les nouvelles du jour et les faits divers qui ont le caractère de simples informations de presse pourront être librement utilisés.

Section III. — Du droit d'auteur sur les œuvres littéraires, dramatiques, dramatico-musicales et musicales

Art. 15. — Les auteurs d'œuvres dramatiques, dramatico-musicales et musicales jouissent du droit exclusif d'autoriser: 1° la représentation et l'exécution publiques de leurs œuvres, y compris la représentation et l'exécution publiques par tous moyens ou procédés; 2° la transmission publique par tous moyens de la représentation et de l'exécution de leurs œuvres.

Les droits visés à l'alinéa premier sont accordés aux auteurs d'œuvres dramatiques ou dramatico-musicales pendant toute la durée de leurs droits sur l'œuvre originale, en ce qui concerne la traduction de leurs œuvres.

Les auteurs d'œuvres littéraires jouissent du droit exclusif d'autoriser: 1° la récitation publique de leurs œuvres, y compris la récitation publique par tous moyens ou procédés; 2° la transmission publique par tous moyens de la récitation de leurs œuvres.

Les droits visés à l'alinéa trois sont accordés aux auteurs d'œuvres littéraires pendant toute la durée de leurs droits sur l'œuvre originale, en ce qui concerne la traduction de leurs œuvres.

Art. 16. — Le droit d'auteur sur les œuvres visées à l'article 15 comprend le droit exclusif de faire ou d'autoriser des traductions, des arrangements, des adaptations ou toutes autres transformations de ces œuvres.

Art. 17. — Lorsqu'il s'agit d'œuvres qui se composent de paroles ou de livrets et de musique, le compositeur et l'auteur ne pourront traiter de leur œuvre avec un collaborateur nouveau. Néanmoins, ils auront le droit de l'exploiter isolément, à condition de ne pas porter atteinte à l'exploitation de l'œuvre commune.

Section IV. — Du droit d'auteur sur les œuvres des arts figuratifs

Art. 18. — La cession d'une œuvre d'art n'entraîne pas cession du droit d'auteur au profit de l'acquéreur.

Art. 19. — Ni l'auteur, ni le propriétaire d'un portrait n'a le droit de le reproduire ou de l'exposer publiquement sans

l'assentiment de la personne représentée ou celui de ses ayants droit, pendant vingt ans à partir de son décès.

Art. 20. — L'œuvre d'art reproduite par des procédés industriels ou appliquée à l'industrie reste néanmoins soumise aux dispositions de la présente loi.

Art. 21. — L'œuvre d'art, y compris l'œuvre d'architecture, placée de façon permanente dans un lieu public, peut être reproduite et rendue accessible au public par le moyen de la cinématographie ou par voie de radiodiffusion. Il en va de même dans les cas où l'inclusion d'une telle œuvre dans le film ou dans l'émission n'a qu'un caractère accessoire ou incident par rapport au sujet principal.

Art. 22. — Les auteurs d'œuvres graphiques et plastiques ont, nonobstant toute cession de l'œuvre originale, un droit inaliénable de participation au produit de toute vente de cette œuvre faite aux enchères publiques ou par l'intermédiaire d'un commerçant.

Après le décès de l'auteur, ce droit de suite subsiste au profit de ses héritiers à l'exclusion de tous légataires et ayants cause pendant l'année civile en cours et les cinquante années suivantes.

Le droit qui ne pourra pas dépasser trois pour cent est applicable seulement à partir d'un prix de vente minimum. Ce droit est prélevé sur le prix de vente de chaque œuvre et sur le total du prix sans aucune déduction à la base.

Un règlement d'administration publique fixera le tarif du droit et le prix de vente minimum visés à l'alinéa qui précède. Il déterminera en outre les conditions dans lesquelles les auteurs feront valoir les droits qui leur sont reconnus par les dispositions du présent article.

Section V. — De la radiodiffusion des œuvres littéraires et artistiques

Art. 23. — I. Les auteurs d'œuvres littéraires et artistiques jouissent du droit exclusif d'autoriser:

- 1° la radiodiffusion de leurs œuvres ou la communication publique de ces œuvres par tout autre moyen servant à diffuser sans fil les signes, les sons ou les images;
- 2° toute communication publique, soit par fil, soit sans fil, de l'œuvre radiodiffusée, lorsque cette communication est faite par un autre organisme que celui d'origine;
- 3° la communication publique, par haut-parleur, ou par tout autre instrument analogue transmetteur de signes, de sons ou d'images, de l'œuvre radiodiffusée.

II. Sauf stipulation contractuelle contraire, l'autorisation prévue à l'alinéa précédent implique pour l'organisme de radiodiffusion bénéficiaire la faculté d'utiliser, aux fins d'émission, des instruments portant fixation des sons ou des images, licitement confectionnés.

Art. 24. — S'il s'agit d'une œuvre déjà rendue licitement accessible au public, dont l'exploitation totale ou partielle a été confiée, à quelque titre que ce soit, à un organisme visé à l'article 48 et à défaut d'accord amiable entre les parties en

cause, la radiodiffusion ou la communication publique en est licite contre paiement d'une rémunération équitable. A défaut d'accord ou d'arbitrage entre les parties en cause, les tribunaux ordinaires, statuant comme en matière sommaire et urgente, fixent la rémunération équitable qui est légitimement due.

En aucun cas, la radiodiffusion ou les communications publiques effectuées dans les conditions de l'alinéa précédent ne pourront porter atteinte au droit prévu à l'article 9.

Art. 25. — Sauf stipulation contraire, une autorisation accordée conformément à l'article 23 n'implique pas l'autorisation d'enregistrer, au moyen d'instruments portant fixation des sons ou des images, l'œuvre radiodiffusée.

Toutefois, sont licites les enregistrements éphémères effectués par un organisme de radiodiffusion par ses propres moyens et pour ses émissions, à condition qu'ils ne soient utilisés aux fins d'émission que pendant les trois mois qui suivent la représentation, l'exécution ou la récitation enregistrée et qu'ils soient ensuite détruits ou rendus impropres à l'usage.

Les enregistrements visés à l'alinéa précédent peuvent cependant être conservés dans des archives officielles s'ils possèdent un caractère exceptionnel de documentation. Les modalités de cette conservation seront fixées par un règlement d'administration publique.

Section VI. — De l'œuvre cinématographique

Art. 26. — Les auteurs d'œuvres littéraires et artistiques jouissent du droit exclusif d'autoriser :

- 1° l'adaptation et la reproduction cinématographiques de ces œuvres et la mise en circulation des œuvres ainsi adaptées ou reproduites;
- 2° la représentation et l'exécution publiques, par quelque moyen ou procédé que ce soit, des œuvres ainsi adaptées ou reproduites.

L'adaptation sous toute autre forme artistique des réalisations cinématographiques tirées d'œuvres littéraires ou artistiques reste soumise, sans préjudice de l'autorisation de leurs auteurs, à l'autorisation des auteurs des œuvres originales.

Demeure réservée l'application des dispositions de la Section V.

Art. 27. — Le droit d'auteur sur l'œuvre cinématographique appartient à titre originaire à son producteur. Est présumé producteur de l'œuvre cinématographique, sauf preuve contraire, la personne physique ou morale dont le nom en tant que celui du producteur est indiqué sur ladite œuvre en la manière usitée.

Le droit d'auteur sur l'œuvre cinématographique expire cinquante ans après que l'œuvre aura été licitement rendue accessible au public.

Art. 28. — Sauf stipulation contraire ou particulière, le contrat conclu par le producteur avec les auteurs des œuvres utilisées dans la réalisation de l'œuvre cinématographique, exception faite des œuvres musicales, avec ou sans paroles, emporte cession au profit du producteur du droit d'exploiter

l'œuvre cinématographique, par tous les moyens et procédés y compris le sous-titrage et le doublage des textes, et d'y apporter les modifications indispensables à cette exploitation, à la condition que les modifications ne portent pas atteinte au droit prévu à l'article 9.

Section VII. — De la contrefaçon et de sa répression

Art. 29. — Toute atteinte méchante ou frauduleuse portée au droit de l'auteur constitue le délit de contrefaçon.

Ceux qui, avec connaissance, vendent, exposent en vente, tiennent dans leurs magasins pour être vendus, importent ou mettent en circulation sur le territoire luxembourgeois dans un but commercial, les objets contrefaits, sont coupables du même délit.

Art. 30. — Les délits prévus à l'article précédent seront punis d'une amende de cinq cent un francs à vingt mille francs.

La confiscation des ouvrages ou objets contrefaits, de même que celles des planches, moules ou matrices et autres ustensiles ayant directement servi à commettre ces délits, sera prononcée contre les condamnés.

Art. 31. — En cas d'exécution, de récitation ou de représentation faite en fraude des droits de l'auteur, les recettes pourront être saisies par la police judiciaire comme objets provenant du délit, et seront allouées au réclamant, à valoir sur les réparations lui revenant, mais seulement en proportion de la part que son œuvre aura eue dans la représentation ou l'exécution.

Art. 32. — L'application méchante ou frauduleuse sur une œuvre littéraire ou artistique, du nom d'un auteur, ou de tout signe distinctif adopté par lui pour désigner son œuvre sera punie d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de deux mille francs à vingt mille francs ou de l'une de ces peines seulement.

La confiscation des objets contrefaits sera prononcée dans tous les cas.

Ceux qui, avec connaissance, vendent, exposent en vente, tiennent dans leurs magasins pour être vendus, importent ou mettent en circulation sur le territoire luxembourgeois, dans un but commercial, les objets désignés au premier alinéa, seront punis des mêmes peines.

Art. 33. — L'article 191 du Code pénal est remplacé par les dispositions suivantes :

« Quiconque aura, soit apposé, soit fait apposer par addition, retranchement ou par une altération quelconque, sur des objets fabriqués, le nom d'un fabricant autre que celui qui en est l'auteur ou la raison commerciale d'une fabrique autre que celle de la fabrication, sera puni d'un emprisonnement d'un mois à six mois et d'une amende de cinq cent un à dix mille francs ou de l'une de ces peines seulement.

La même peine sera prononcée contre tout marchand, commissionnaire ou débitant quelconque, qui aura sciemment exposé en vente, importé ou mis en circulation des objets marqués de noms supposés ou altérés. »

Art. 34. — Les infractions à la présente loi, sauf celles prévues par l'article 32, ne peuvent être poursuivies que sur la plainte de la personne qui se prétend lésée.

Art. 35. — Les dispositions du Livre 1^{er} du Code pénal ainsi que la loi du 13 juin 1879, modifiée par la loi du 16 mai 1904, portant attribution aux cours et tribunaux de l'appréciation des circonstances atténuantes, sont applicables aux infractions prévues par la présente loi.

Art. 36. — La disposition suivante est ajoutée au N° 23 de l'article 1^{er} de la loi du 13 mars 1870, sur les extraditions: «... ainsi que pour le délit prévu par l'article 32 de la loi sur le droit d'auteur.»

Section VIII. — Action civile résultant du droit d'auteur

Art. 37. — Les titulaires du droit d'auteur pourront, avec l'autorisation du président du tribunal de première instance du lieu de la contrefaçon, obtenue sur requête, faire procéder par un ou plusieurs experts, que désignera ce magistrat, à la description des objets prétendus contrefaits ou des faits de la contrefaçon et des ustensiles qui ont directement servi à les accomplir.

Le président pourra, par la même ordonnance, faire défense au détenteur des objets contrefaits de s'en dessaisir, permettre de constituer gardien ou même de mettre les objets sous scellés. Cette ordonnance sera signifiée par un huissier à ce commis.

S'il s'agit de faits qui donnent lieu à recette, le président pourra autoriser la saisie conservatoire des deniers par un huissier qu'il commettra.

Art. 38. — La requête contiendra élection de domicile dans les communes où doit avoir lieu la description.

Les experts prêteront serment entre les mains du président avant de commencer leurs opérations.

Art. 39. — Le président pourra imposer au requérant l'obligation de consigner un cautionnement. Dans ce cas, l'ordonnance ne sera délivrée que sur la preuve de la consignation faite.

Art. 40. — Les parties pourront être présentes à la description, si elles y sont spécialement autorisées par le président.

Art. 41. — Si les portes sont fermées ou si l'ouverture en est refusée, il est opéré conformément à l'article 587 du Code de procédure civile.

Art. 42. — Copie du procès-verbal de description sera envoyée par les experts, sous pli recommandé, dans le plus bref délai au saisi et au saisissant.

Art. 43. — Si, dans la huitaine de la date de cet envoi, constatée par le timbre de la poste, on de la saisie conservatoire des recettes, il n'y a pas eu assignation devant le tribunal dans le ressort duquel la description a été faite, l'ordonnance cessera de plein droit ses effets et le détenteur des objets décrits ou des deniers saisis pourra réclamer la remise de l'origi-

nal du procès-verbal avec défense au requérant de faire usage de son contexte et de le rendre public, le tout sans préjudice de dommages-intérêts.

Art. 44. — Sans préjudice du droit pour la partie lésée de se pourvoir devant la juridiction répressive dans les termes du droit commun, les actions dérivant de la présente loi sont de la compétence exclusive des tribunaux civils.

La cause sera jugée comme affaire urgente.

Art. 45. — Les recettes et les objets confisqués pourront être alloués à la partie civile, à compte ou à concurrence du préjudice souffert.

Art. 46. — Dans le cas d'infraction aux dispositions de l'article 22, l'acquéreur et les officiers ministériels pourront être condamnés solidairement au profit des bénéficiaires du droit de suite à des dommages-intérêts.

Section IX. — Droits des étrangers

Art. 47. — Les étrangers jouissent dans le Grand-Duché des droits garantis par la présente loi, sans que la durée de ceux-ci puisse, en ce qui les concerne, excéder la durée fixée par la loi luxembourgeoise.

Les effets des conventions internationales sont réservés.

Section X. — Organismes exerçant le droit d'auteur

Art. 48. — I. Tout organisme exerçant, à quelque titre que ce soit, le droit d'auteur sur le territoire luxembourgeois pour le compte de plus d'un auteur ou ayant droit doit obtenir une autorisation. Si l'organisme est établi à l'étranger, il est tenu en outre d'avoir un mandataire général ayant son domicile dans le Grand-Duché qui le représente dans le pays tant judiciairement qu'extra-judiciairement. Le mandataire général doit être agréé.

L'autorisation et l'agrément, qui sont prescrits sous peine de forclusion de toute action, sont délivrés par le membre du Gouvernement ayant les droits d'auteur dans ses attributions.

II. L'organisme établi à l'étranger doit produire en copie la procuration donnée à son mandataire général. Celle-ci doit indiquer d'une manière non équivoque les pouvoirs parmi lesquels doit figurer celui de représenter l'organisme en justice.

Tous ajournements et notifications à signifier à un organisme établi à l'étranger pourront être faits au domicile du mandataire général, qui est attributif de juridiction pour toutes les actions pouvant découler de la présente loi et plus particulièrement pour celles qui se fondent sur des contrats ayant pour objet des droits d'auteur passés dans le Grand-Duché avec des personnes physiques ou morales y établies et concernant soit des habitants du Grand-Duché, soit des exploitations y situées.

Le domicile du mandataire général servira également à déterminer les délais à observer pour tous ajournements et notifications.

III. Est considéré comme passé dans le Grand-Duché, au regard des dispositions de la présente loi, tout contrat concernant les droits d'auteur passé avec un usager habitant le Grand-Duché ou y établi.

IV. Les clauses des contrats concernant les droits d'auteur qui dérogeraient aux dispositions qui précèdent sont nulles.

V. Les organismes visés sub I doivent dresser une liste des auteurs d'œuvres qu'ils représentent et la tenir à jour.

Cette liste pourra être consultée par les entrepreneurs de spectacles, les organismes de radiodiffusion et, généralement, par tous les usagers et par tous ceux qui y auront intérêt. Pour autant qu'il s'agit d'organismes établis à l'étranger, la liste restera déposée chez le mandataire général.

Le membre du Gouvernement ayant les droits d'auteur dans ses attributions pourra dispenser des obligations prescrites par les deux alinéas qui précèdent dans la mesure où des listes déposées à l'étranger pourront être consultées par les usagers par l'intermédiaire des organismes luxembourgeois ou des mandataires généraux des organismes établis à l'étranger.

VI. Un règlement d'administration publique précisera les conditions de l'autorisation et de l'agrément prévus sub I et les conditions dans lesquelles les organismes y visés pourront exercer leur activité. Ce règlement sera pris sur avis obliga-

toire du Conseil d'Etat et déterminera la date de l'entrée en vigueur des dispositions du présent article.

Section XI. — Disposition transitoire

Art. 49. — Par la présente loi, il n'est porté aucune atteinte aux contrats sur la matière légalement formés sous l'empire des lois antérieures. Les auteurs ou leurs ayants droit dont les droits exclusifs, résultant de ces lois, ne seront pas épuisés au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi seront pour l'avenir régis par celle-ci.

Section XII. — Abrogation de la législation existante

Art. 50. — Sont abrogés la loi du 10 mai 1898 sur le droit d'auteur et les arrêtés du 10 et du 13 mai 1898 concernant l'exécution de cette loi.

Section XIII. — Entrée en vigueur

Art. 51. — Les dispositions de la présente loi, à l'exception de celles de l'article 48, entreront en vigueur trois mois après leur publication au *Mémorial*.

CORRESPONDANCE

Lettre du Canada

par Andrew A. KEYES *

L'évènement de loin le plus intéressant survenu en 1971 est la publication (le 23 mars 1971) du *Rapport sur la propriété intellectuelle et industrielle*¹, rédigé par le Conseil économique du Canada² en exécution d'un mandat spécial reçu du Gouvernement fédéral le 22 juillet 1966 dans les termes qui suivent:

En conformité des objectifs économiques à long terme du Gouvernement, procéder à une étude et faire des recommandations concernant les sujets suivants:

- a) les intérêts du consommateur, particulièrement dans leur relation avec les fonctions du Ministère du Registraire général [aujourd'hui le Ministère de la consommation et des corporations];
- b) les coalitions, les fusions, les monopoles et les pratiques restrictives du commerce;
- c) les brevets, les marques de commerce, le droit d'auteur et les dessins industriels enregistrés.³

Bien que ce Rapport étudie chacun des quatre domaines de la propriété intellectuelle et industrielle et qu'il recommande d'apporter des changements étendus et fondamentaux à la législation y relative, la présente « Lettre » se bornera à traiter des questions relatives au droit d'auteur et s'efforcera de résumer le point de vue, les principes et les recommandations, générales ou spécifiques, qu'il présente en cette matière. On ne trouvera donc dans le texte qui suit ni critique, ni évaluation, ni commentaire.

Le Conseil a indiqué que « la principale raison » de réexaminer ces domaines est que « cette législation s'insère dans les domaines plus vastes et interreliés des politiques relatives à l'innovation et à l'information »⁴. Deux des chapitres (2 et 3) du Rapport sont consacrés à l'économie de l'innovation, de l'information et des connaissances et à l'importance économique de la propriété intellectuelle et industrielle, liant chacun de ces domaines à l'autre ainsi qu'aux prémisses et aux conclusions de l'analyse économique. Le Conseil estime que la propriété intellectuelle et industrielle « doit cesser d'être tenu[e] pour un secteur spécialisé et ésotérique et obtenir la place qui lui convient dans ... l'ensemble de la politique économique du Canada »⁵.

* Consultant en droit d'auteur, Ministère de la consommation et des corporations, Ottawa.

¹ Conseil économique du Canada, *Rapport sur la propriété intellectuelle et industrielle*, janvier 1971, Information Canada, Ottawa, Cat. EC 22-1370 F, 252 pages.

² Organe consultatif, composé de 28 membres nommés, créé par la loi relative au Conseil économique du Canada (12 Eliz. II, Ch. 11—1963), entre autres pour « donner des conseils et faire des recommandations ... sur la manière dont le Canada peut atteindre les niveaux d'emploi les plus élevés possible et la production la plus efficace » (article 9).

³ *Rapport sur la propriété intellectuelle et industrielle*, p. 1.

⁴ *Ibid.*, p. 6.

⁵ *Ibid.*, p. 3.

a) Principes de base et propositions générales⁶

Trois thèmes centraux ont été adoptés par le Conseil qui les a également appliqués à la propriété intellectuelle et à la propriété industrielle: a) l'importance des intérêts du public en général, plus spécialement des consommateurs; b) l'importance que présente une utilisation efficace et productive de la totalité des ressources économiques du Canada; et c) l'importance économique de l'information.

En établissant le cadre dans lequel la formulation des principes d'une législation sur la propriété intellectuelle et industrielle pourrait contribuer à élaborer des dispositions rationnelles et cohérentes, le Rapport rattache la législation à l'ensemble de la politique suivie au Canada en matière d'innovation et d'information:

Sur le plan économique, pas de croissance et de développement satisfaisants sans de l'innovation, pas d'innovation sans une bonne information et pas d'information sans la production, la diffusion et la mise en œuvre de connaissances.⁷

Le Conseil estime que le Canada n'a pas encore atteint une situation optimale en ce qui concerne la politique de l'information; en effet:

Il est généralement reconnu que certains secteurs du système global d'information souffrent d'une insuffisance chronique de production. L'établissement de stimulants est alors le remède tout désigné...⁸

Tout en reconnaissant l'utilité sociale d'une législation sur la propriété intellectuelle et industrielle, le Rapport insiste sur la nécessité de coordonner la législation et la politique en matière d'information et d'innovation (et son application concrète) avec la politique suivie en matière de science et de concurrence ainsi qu'avec l'application d'autres programmes de stimulation et d'innovation inspirés par le Gouvernement (subventions, récompenses, financement de l'industrie, primes, exemptions d'impôts, recherche patronnée par le Gouvernement, aide aux systèmes d'enseignement, etc.). Dans certains cas, qui relèvent traditionnellement de la législation sur la propriété intellectuelle et industrielle, il est estimé que d'autres formes de stimulants ou une combinaison avec d'autres stimulants seraient peut-être plus efficaces au Canada.

Le Rapport insiste sur l'opinion du Conseil quant à l'importance économique déterminante de l'information, tant comme marchandise ayant son coût et sa valeur propres que comme industrie — probablement la plus importante dans une société post-industrielle. Il souligne l'interdépendance entre la production, la diffusion et l'utilisation de l'information. Conformément à cette insistance, le Rapport est essentielle-

⁶ *Ibid.*, chapitres 1-3, Annexe A.

⁷ *Ibid.*, p. 9.

⁸ *Ibid.*, p. 38.

ment fondé sur les prémisses selon lesquelles les droits de propriété intellectuelle et industrielle se justifient en termes économiques, la doctrine du « droit naturel » n'en donnant généralement qu'une justification rationnelle insuffisante. (Concrètement, ces prémisses indiquent une nette présomption à l'encontre de la protection qui jouera en cas de doute quant aux dispositions à appliquer.)

Le Rapport souligne la nécessité socio-économique de tirer pleinement parti des nouveaux moyens et services de communication qui diffusent l'information aux usagers de la manière la plus efficace.

Le Conseil estime que l'on a jusqu'ici prêté une attention hors de proportion aux bénéficiaires de la propriété intellectuelle et industrielle pour la société et pas assez aux frais correspondants qui doivent être supportés par la société, le résultat étant, en quelque sorte, une distorsion de la législation.

Cherchant à concilier les intérêts des producteurs et des consommateurs, les recommandations du Conseil expriment l'opinion qu'un droit privé exclusif est une méthode inutilement onéreuse pour garantir une rémunération financière et elles optent pour l'octroi de licences obligatoires assurant tout à la fois l'accessibilité pour le public et la compensation des intérêts privés. Le Conseil estime que les frais du système existant peuvent être mesurés en certitude, rapidité, opportunité et frais de litige. De façon générale, il considère que la législation sur la propriété intellectuelle et industrielle devrait se rapporter davantage à l'information et au service du public que ce ne fut le cas jusqu'ici.

En ce qui concerne les problèmes internationaux, le Conseil a pris note des obligations et des responsabilités que les traités imposent au Canada et il a rappelé que « le Canada doit tenir compte de certaines conséquences internationales de ces traités, qui entravent dans une certaine mesure sa liberté d'action sur le plan national »⁹. Constatant que le Canada est « nettement importateur »¹⁰ d'information (sous forme de propriété intellectuelle et industrielle, le Conseil est d'avis que « les intérêts du Canada . . . sont différents de ceux des exportateurs nets »¹¹ et qu'il pourrait « trouver avantageux d'adhérer aux conventions internationales, mais sans aller jusqu'au maximum de protection que peuvent accorder les pays membres »¹²; que, compte tenu de ces considérations, il pourrait « garder sa liberté de ne pas aller aussi loin que les autres pays quant à la durée et à l'ampleur des droits de brevet, des droits d'auteur ou à la protection accordée aux dessins industriels, ou encore de recourir plus souvent que les autres aux licences obligatoires . . . »¹³. Le Conseil suggère que le Canada soit prêt à payer un certain prix pour participer pleinement au système mondial d'information et d'innovation, mais qu'il ne doit pas accepter un prix trop élevé¹⁴. Il recommande par exemple que, pour l'instant, le Canada ne signe aucun traité visant à protéger les programmes d'ordinateurs¹⁵. Il recommande aussi que, dans certains secteurs,

tels que celui des systèmes d'enregistrement des droits d'auteur¹⁶, le Canada prenne des initiatives internationales en vue de modifier les dispositions des accords existants.

Le Conseil ne suggère pas que cet ordre d'idées doive nécessairement aboutir à des conclusions précises, mais il insiste sur la nouveauté relative de l'économie de l'information ainsi que sur le fait qu'il serait intéressant que les spécialistes des sciences sociales prêtent plus d'attention au domaine de la propriété intellectuelle et industrielle.

Comme ce fut le cas lorsqu'il a exprimé son point de vue en ce qui concerne la politique en matière de concurrence¹⁷, le Conseil souligne qu'il est souhaitable de procéder à un examen public sérieux du système de la propriété intellectuelle et industrielle au minimum une fois tous les dix ans, le dynamisme propre à cette matière en imposant une évaluation fréquente.

b) Propositions spécifiques d'application générale

Le Conseil est d'avis que, en cas de conflit, les droits de propriété intellectuelle et industrielle devraient être soumis aux principes contenus dans la législation canadienne relative aux enquêtes sur les coalitions.

Le Conseil pense également que, particulièrement si l'on tient compte des réductions multilatérales des barrières douanières, qui sont intervenues dernièrement dans les échanges internationaux, et de la politique suivie par le Canada en matière de concurrence, les droits relatifs à la propriété intellectuelle et industrielle ne doivent pas empêcher l'importation au Canada en provenance de pays où la chose importée jouit d'une protection similaire.

*Droit d'auteur*¹⁸

De l'avis du Conseil, le problème le plus ardu à résoudre en matière de droit d'auteur est celui de la place à donner aux nouvelles techniques de reproduction et de communication. Après avoir fait l'historique de la législation sur le droit d'auteur et de ses principes fondamentaux, le Conseil précise que ces techniques nouvelles peuvent être traitées sous trois angles différents: 1° s'assurer que les principes établis n'ont rien perdu de leur force et que leur application ne donne pas de résultats non voulus; 2° donner aux textes législatifs une précision suffisante pour qu'ils puissent valablement guider un profane bien intentionné; 3° permettre leur mise en application.

En ce qui concerne les objectifs culturels non économiques, les propositions du Conseil en matière de droit d'auteur admettent explicitement que les Canadiens sont prêts à payer le prix d'une identité culturelle forte et distinctive. Le Conseil est pourtant d'avis que le Canada ne doit pas sacrifier la qualité de son enseignement ou son niveau scientifique au nom de la culture nationale¹⁹.

Pour ce qui est, par exemple, du prix des livres au Canada, une enquête par échantillonnage menée par le Conseil sur la

⁹ *Ibid.*, p. 45.

¹⁰ *Ibid.*, p. 45.

¹¹ *Ibid.*, p. 46.

¹² *Ibid.*, p. 46.

¹³ *Ibid.*, p. 46.

¹⁴ *Ibid.*, p. 46.

¹⁵ *Ibid.*, p. 109.

¹⁶ *Ibid.*, p. 158.

¹⁷ Conseil économique du Canada, *Rapport provisoire sur la politique de concurrence*, août 1969, Imprimeur de la Reine, Ottawa.

¹⁸ *Rapport sur la propriété intellectuelle et industrielle*, chapitre 7 et Annexes B et C.

¹⁹ *Ibid.*, p. 147-148.

différence des prix, qui existe sur le plan international, montre que le prix des livres anglais vendus au Canada est en moyenne supérieur de 30 % aux prix pratiqués au Royaume-Uni²⁰. Le Conseil pense que, si l'industrie canadienne du livre a besoin d'une aide financière de cet ordre, la législation sur le droit d'auteur n'est pas le meilleur moyen de la lui assurer, car le fait de limiter la concurrence à l'importation et de permettre aux agences la distribution en exclusivité tend à augmenter les prix payés pour l'information par les consommateurs, sans leur garantir une culture nationale meilleure ou plus abondante.

Le Conseil énonce neuf grands principes directeurs en ce qui concerne le droit d'auteur²¹ et il estime qu'ils devraient faciliter l'élaboration d'une politique visant à résoudre des problèmes particuliers²²:

1. Les auteurs doivent recevoir une rémunération proportionnelle à l'utilisation qui est faite de leur œuvre et chaque usager doit en acquitter sa juste part. Les limites essentielles de ce principe sont: a) les besoins des bibliothèques en ce qui concerne la mise de l'information à disposition, et b) la nécessité de disposer d'un système facilement applicable sans contrôle coûteux.

2. Il est souhaitable que le public puisse avoir facilement accès à l'information à un prix raisonnable.

3. Le droit d'auteur doit être orienté vers sa fonction première qui est d'agir comme stimulant, et il ne faudrait pas qu'il puisse être employé pour entraver les échanges économiques et d'information dans le commerce entre le Canada et d'autres pays, ni contrairement à la politique de concurrence.

4. Le Canada doit chercher à obtenir l'accès le moins coûteux possible à l'information étrangère, pourvu qu'une juste part de rémunération soit payée comme stimulant aux titulaires du droit d'auteur. Étant donné que les traités relatifs au droit d'auteur imposent des règles ou discriminatoires, des stimulants différents doivent être utilisés en guise d'encouragements spéciaux pour les auteurs et les artistes canadiens.

5. Rien ne justifie une augmentation ou une diminution notable des niveaux de base ou des genres de protection assurés par le droit d'auteur au Canada, exception faite d'extensions latérales visant à tenir compte de nouveaux moyens de diffusion.

6. La législation sur le droit d'auteur est considérée comme ne pouvant guère contribuer à assurer une répartition différente de la rémunération entre les créateurs et leurs agents de distribution, la solution à ce problème relevant davantage de la puissance relative de négociation et variant selon le point de vue des créateurs sur la qualité du travail, la réputation et l'action collective.

²⁰ *Ibid.*, Annexe B.

²¹ *Ibid.*, p. 148-157.

²² Cependant, deux membres du Conseil ont refusé d'approuver le Rapport, s'opposant en particulier aux recommandations contenues dans le chapitre consacré au droit d'auteur. L'un d'eux aurait préféré que le droit d'auteur fût traité davantage comme un « droit de propriété naturel » plutôt que sur une base économique, estimant qu'il en résulterait une protection plus étendue pour les auteurs. L'autre aurait souhaité que le Conseil recommandât un droit exclusif de représentation ou d'exécution, pensant qu'il devrait en résulter une augmentation des redevances versées aux interprètes en leur conférant un contrôle plus étendu sur l'enregistrement et sur les nouvelles utilisations de leurs interprétations.

7. Il y aurait lieu d'améliorer les moyens de déterminer qui est le détenteur du droit d'auteur et de verser les redevances compte tenu des besoins des systèmes de transmission rapide de l'information.

8. Le recours aux nouvelles techniques devrait être encouragé pour améliorer l'efficacité de la diffusion et de l'utilisation de l'information.

9. Il convient de ramener au minimum les dangers d'un monopole et d'une censure de la part de l'État ou du secteur privé.

Le Conseil reconnaît qu'il existe un grand nombre de problèmes complexes en matière de droit d'auteur, mais il estime ne pouvoir présenter de recommandations particulières²³ que pour un petit nombre d'entre eux, dont les bases sont suffisamment précises:

La durée du droit d'auteur au Canada ne devrait pas être prolongée.

Le Canada devrait insister pour que soient adoptés sur le plan international des systèmes d'enregistrement obligatoire et devrait en envisager l'adoption pour lui-même à bref délai, même sur une base limitée, si cela peut constituer un bon exemple pour d'autres pays.

Les fonctions exercées par la Commission d'appel du droit d'auteur²⁴ devraient être transférées à la nouvelle Commission d'appel proposée pour l'ensemble des questions relatives à la propriété intellectuelle et industrielle.

La législation canadienne sur le droit d'auteur ne devrait refuser à personne le droit d'acquiescer des œuvres dans d'autres pays où elles jouissent également d'un droit d'auteur et d'en importer des exemplaires au Canada.

Les limites maximales des amendes prévues par la loi devraient être modifiées pour être adaptées aux conditions modernes, en étudiant la possibilité de réduire les frais de justice et les délais de la procédure.

Il convient de préciser tout particulièrement les droits relatifs aux sculptures et aux peintures ainsi qu'aux intérêts moraux de leurs créateurs.

Lorsque des éditeurs s'imposent les frais nécessaires à une nouvelle composition et à la publication d'œuvres tombées dans le domaine public, ils devraient jouir d'une protection de dix ans à l'égard de cette seule édition.

Les enregistrements sonores ne devraient faire l'objet d'aucun droit d'exécution²⁵.

Aucun droit d'artiste interprète ou exécutant ne devrait être institué par la loi en ce qui concerne les prestations individuelles.

Les organismes de radiodiffusion devraient avoir un droit exclusif sur l'enregistrement et la retransmission de leurs émissions, sauf pour les retransmissions simultanées (ou différées selon les impératifs d'autres fuseaux horaires) d'un programme complet par des services de télévision par câble.

²³ *Ibid.*, p. 158-190.

²⁴ C'est cette Commission qui, dans la pratique, approuve les tarifs des redevances ou des droits qui peuvent être recueillis par les sociétés de perception auprès des diverses classes d'usagers.

²⁵ Voir ci-après, sous « Législation nouvelle », lettre c).

En ce qui concerne les services de télévision par câble :

- a) ils ne seraient pas soumis aux obligations déconclant du droit d'auteur pour la retransmission simultanée (ou différée selon les impératifs d'autres fuseaux horaires), sans modification, de tout le contenu d'une émission, y compris les annonces publicitaires;
- b) ils seraient soumis aux obligations de paiement au titre du droit d'auteur si l'organisme de radiodiffusion ne fait aucune publicité, ou s'il en fait et que les services de diffusion par câble l'omettent, ou encore si le signal transmis ne provient pas d'un tel organisme;
- c) si les services de diffusion par câble sont obligés de verser des droits d'auteur, un système de licence obligatoire ou des arrangements négociés avec le producteur du programme pourraient être prévus.

Les progrès techniques rendent souhaitable l'extension aux documents imprimés d'une méthode collective calquée sur celle des sociétés de perception des droits d'exécution (en ce qui concerne les problèmes d'accès, des droits et du paiement). Il devrait s'agir de système facultatifs et il conviendrait aussi de développer la portée des licences obligatoires.

Exception faite de quelques précisions éventuelles à apporter aux dispositions de la loi relatives à l'« usage loyal » (*fair dealing*), le Conseil déclare ne recommander aucune révision de la loi sur le droit d'auteur en ce qui concerne particulièrement les machines à copier. Après avoir étudié la réalité économique de la photocopie, sa nature et ses motifs, le Conseil conclut que le danger économique qu'elle représente n'est pas aussi grand qu'on l'a parfois prétendu. La solution du problème tel qu'il existe réside dans l'amélioration des méthodes de distribution, l'adoption de règles plus précises et la collaboration des autorités scolaires.

En ce qui concerne les systèmes d'information par ordinateur :

- a) le paiement de droits d'auteur ne devrait pas être nécessaire pour l'entrée des données (*input*), bien que certains types de sorties de données (*output*) puissent être pris en considération, « à l'égard desquels le versement d'une redevance est nettement approprié »;
- b) divers autres domaines moins bien définis et d'autres problèmes plus complexes devraient être étudiés par le Comité consultatif du droit d'auteur dont la création est proposée et qui pourrait, le cas échéant, recommander des solutions;
- c) compte tenu des graves conflits d'intérêts — qui ne pourraient que nuire au public — résultant du rôle étendu du Gouvernement fédéral en ce qui concerne le droit d'auteur sur les systèmes d'information par ordinateur, « nous recommandons que le Gouvernement fasse faire une étude minutieuse, objective et approfondie de toute cette question ».

Le Conseil s'est préoccupé davantage des principes fondamentaux que des détails et, à part les questions précises qu'il a étudiées, il a estimé que les points de détail pourraient être

précisés de manière plus ou moins logique une fois que les principes de base auraient été définis. Il reste cependant que le Conseil n'a pas abordé un grand nombre de questions et de problèmes complexes sur lesquels il convient de se pencher puisque l'on prépare une révision de la législation dans les quatre domaines.

La plupart des questions particulières et importantes proviennent de la législation et de groupes d'intérêts privés et publics. Certaines sont dues aux traités ou aux problèmes qui se posent sur le plan international. Par exemple, la loi sur le droit d'auteur a considérablement vieilli du fait des progrès techniques intervenus au cours du dernier demi-siècle, et le Conseil n'a donné aucune directive précise sur les problèmes relatifs à l'usage loyal (*fair dealing*), aux juke-boxes, aux sociétés de perception des droits de représentation ou d'exécution, aux télécommunications par satellites, au droit d'auteur sur les films, au droit d'auteur de la Couronne, aux traductions ou à la notion fondamentale de publication. De même, les engagements ou responsabilités découlant des traités conclus par le Canada n'ont pas été étudiés en détail.

Le mandat du Conseil se limitait à l'étude « des brevets, des marques de commerce, du droit d'auteur et des dessins industriels enregistrés »; c'est peut-être la raison pour laquelle le Conseil n'a pas présenté de commentaires sur deux autres catégories de législations, celle des secrets commerciaux et celle des pratiques commerciales déloyales. Il les a cités en passant, reconnaissant que les programmes d'ordinateurs peuvent être protégés par le secret commercial²⁶ et insistait pour que certaines dispositions de la loi sur les marques de commerce soient appliquées plus strictement²⁷, mais il n'a pas parlé des relations qui peuvent exister entre ces dispositions et les quatre systèmes de protection légale.

Administration

Le Rapport présente un certain nombre de recommandations générales et spécifiques en ce domaine, mais il ne cherche pas à établir une structure entièrement nouvelle des services ou des fonctions au sein du Département responsable. Pourtant, il présente quelques suggestions précises pour une partie du système administratif.

Commission d'appel

Il est recommandé de constituer une telle commission dont les fonctions auraient une base nouvelle et étendue, couvrant toutes les formes de propriété intellectuelle et industrielle, et absorberaient, en particulier, les fonctions de l'actuelle Commission d'appel du droit d'auteur.

Groupes consultatifs

La création de deux groupes permanents est recommandée: a) un groupe de planificateurs et de conseillers en politique, comprenant des spécialistes des questions économiques, technologiques et juridiques, qui évaluerait les effets de la législation sur la propriété intellectuelle et industrielle et donnerait des conseils sur les problèmes internationaux à des fins de caractère général, et b) un comité consultatif sur le droit

²⁶ *Ibid.*, p. 108.

²⁷ *Ibid.*, p. 221.

d'auteur chargé d'étudier les problèmes particuliers qui lui seraient confiés, par exemple les problèmes posés par les techniques de communication.

Commissaire à la propriété intellectuelle et industrielle

La proposition essentielle concernant l'administration par le Gouvernement de la législation sur la propriété intellectuelle porte: a) sur le remplacement du service du Commissaire des brevets par celui d'un Commissaire à la propriété intellectuelle et industrielle; b) sur la définition des responsabilités du Commissaire, qui sera chargé de l'application de la loi sur les marques de commerce ainsi que des lois relatives aux brevets, au droit d'auteur et aux dessins industriels; et c) sur la coordination entre la politique suivie en matière de propriété intellectuelle et celles que poursuivent d'autres services du Gouvernement pour stimuler et encourager l'innovation.

Revision de la législation

A l'époque de la publication du Rapport, le Ministre de la consommation et des corporations a annoncé la constitution d'un groupe de planification, qui recevrait les commentaires²⁸, étudierait le Rapport et présenterait au Ministre des recommandations concernant les modifications à apporter à la législation.

La nécessité d'une revision est clairement exposée par le Conseil. En dehors du cadre général de l'analyse économique et des conséquences qui en découlent, il reste une série d'impératifs.

Sans entrer dans une discussion détaillée, il faut tenir compte de la date de la loi canadienne sur le droit d'auteur (promulguée en 1924, avec certains amendements ultérieurs) et des problèmes connexes que pose la création de relations entre une loi vétuste et l'ère de l'espace. Les tribunaux éprouvent des difficultés à analyser et à interpréter la loi par rapport à certaines questions pour la solution desquelles elle n'a pas été conçue²⁹. La technique actuelle permet une diffu-

²⁸ Les réponses ont beaucoup varié.

²⁹ Par exemple, la décision rendue dans le procès *Warner-Bros. — Seven Arts Inc. et autres c. CRSM-TV Ltd.* (Cour de l'Echiquier du Canada, 21 janvier 1971) aux termes de laquelle l'enregistrement sur bandes vidéo d'émissions de télévision composées de films en un lieu et la transmission ultérieure des bandes vidéo par câble coaxial local à destination d'abonnés particuliers résidant en un autre lieu — à la discrétion du service de diffusion par câble — constituent une violation des droits du plaignant selon l'article 3, alinéa 1)d), de la loi sur le droit d'auteur: « s'il s'agit d'une œuvre ... dramatique ..., de confectioquer toute empreinte ... ou autres organes quelconques, à l'aide desquels l'œuvre pourra être exécutée ou représentée ou débitée mécaniquement ». La Cour a

estimé que « la bande vidéo est un support au moyen duquel l'œuvre peut être représentée ou exécutée mécaniquement » et que le mot « mécaniquement » comprend les techniques électromagnétiques. La Cour n'a pas répondu aux questions de savoir s'il y avait eu ou non reproduction des films, si une reproduction quelconque était une copie, s'il y avait eu représentation publique, etc.

De plus, la revision de la législation nécessitera l'examen approfondi des engagements, des responsabilités et des intérêts internationaux du Canada³⁰. A cet égard, il faut tenir compte en particulier du degré d'élasticité qui est possible dans le cadre donné et les contraintes imposées par les conventions sur le droit d'auteur.

Autres informations

Législation nouvelle

a) La loi relative à la Cour fédérale³¹ stipule que la Cour d'appel pour la propriété intellectuelle et industrielle est la nouvelle Cour fédérale du Canada et qu'elle remplace l'ancienne Cour de l'Echiquier du Canada. Cette loi prévoit, entre autres, que le terme « Cour de l'Echiquier » doit être remplacé par le terme « Cour fédérale » partout où il figure dans la loi sur les brevets et la loi sur le droit d'auteur. Une nouvelle réglementation concernant la procédure à suivre pour se pourvoir en appel devant la Cour fédérale a été édictée le 2 février 1971.

b) Les Statuts révisés du Canada de 1970, entrés en vigueur le 1^{er} juillet 1971, changent la désignation de la législation existante sans y apporter de modifications de fond, bien que certains articles des diverses lois aient fait l'objet d'une numérotation différente.

c) Le 21 décembre 1971, les Chambres du Parlement ont adopté un amendement à la loi sur le droit d'auteur; entré en vigueur le 1^{er} janvier 1971, il supprime le prétendu droit d'exécution sur les phonogrammes, rouleaux perforés ou autres supports³².

estimé que « la bande vidéo est un support au moyen duquel l'œuvre peut être représentée ou exécutée mécaniquement » et que le mot « mécaniquement » comprend les techniques électromagnétiques. La Cour n'a pas répondu aux questions de savoir s'il y avait eu ou non reproduction des films, si une reproduction quelconque était une copie, s'il y avait eu représentation publique, etc.

³⁰ Le Canada est partie à la Convention de Berne (Acte de Rome de 1928) et à la Convention universelle sur le droit d'auteur (1952).

³¹ 19 Elizabeth II, Ch. 1.

³² Cette décision ne visait pas à mettre en œuvre le Rapport, mais à répondre à une situation antérieure à sa publication.

CHRONIQUE DES ACTIVITÉS INTERNATIONALES

Syndicat international des auteurs (IWG)

(Comité exécutif, Helsinki, 26 au 28 avril 1972)

Le Comité exécutif du Syndicat international des auteurs (*International Writers Guild*) s'est réuni à Helsinki (Finlande) du 26 au 28 avril 1972.

Sur les 25 organisations membres, 14 d'entre elles étaient représentées par des délégués provenant des pays suivants: Allemagne (République fédérale), Australie, Canada, Danemark, Egypte, Etats-Unis d'Amérique, Finlande, France, Pologne, Royaume-Uni, Suède, Union soviétique.

La session fut ouverte par M. Paul Vialar (France), Président de l'IWG, et les travaux dirigés par M. Leigh Vance (Royaume-Uni), Président du Comité exécutif.

Assistaient aux séances des observateurs de l'Unesco, de la CISAC, de la Fédération internationale des auteurs (FIA) et

de la Fédération internationale des musiciens (FIM). L'OMPI était représentée par M. Mihailo Stojanović, Conseiller à la Division du droit d'auteur.

Dans le domaine du droit d'auteur, le Comité exécutif s'est occupé des questions suivantes, qui ont fait l'objet de vœux ou de résolutions: la récente revision des deux conventions internationales (Convention de Berne et Convention universelle, Paris 1971), la nouvelle Convention pour la protection des producteurs de phonogrammes contre la reproduction non autorisée de leurs phonogrammes (Genève 1971), les problèmes découlant des transmissions par satellites et les problèmes relatifs à l'utilisation des vidéo-cassettes.

CALENDRIER

Réunions organisées par l'OMPI

- 26 juin au 7 juillet 1972 (La Haye) — Classification internationale des brevets (IPC) — Groupe de travail I du Comité ad hoc mixte
- 5 au 7 juillet 1972 (Genève) — ICIREPAT — Comité de coordination technique
- 10 au 14 juillet 1972 (La Haye) — Classification internationale des brevets (IPC) — Groupe de travail III du Comité ad hoc mixte
- 4 au 8 septembre 1972 (Londres) — Classification internationale des brevets (IPC) — Groupe de travail II du Comité ad hoc mixte
- 11 au 15 septembre 1972 (Londres) — Classification internationale des brevets (IPC) — Groupe de travail V du Comité ad hoc mixte
- 20 au 22 septembre 1972 (Genève) — ICIREPAT — Comité plénier
- 21 et 22 septembre 1972 (Genève) — Comité intergouvernemental établi par la Convention de Rome (droits voisins) — Session extraordinaire
Bu1: Délibérations sur diverses questions de droits voisins — *Invitations:* Allemagne (Rép. féd.), Brésil, Danemark, Mexique, Niger, Royaume-Uni — *Observateurs:* Congo, Costa Rica, Equateur, Fidji, Paraguay, Suède, Tchécoslovaquie; organisations intergouvernementales et internationales non gouvernementales intéressées — *Note:* Réunion convoquée conjointement avec le Bureau international du travail et l'Unesco
- 25 au 29 septembre 1972 (Berne) — Classification internationale des brevets (IPC) — Groupe de travail IV du Comité ad hoc mixte
- 25 au 30 septembre 1972 (Genève) — Comité de coordination de l'OMPI, Comités exécutifs des Unions de Paris et de Berne, Assemblées des Unions de Madrid, Lisbonne et Locarno
- 2 au 9 octobre 1972 (Genève) — Traité de coopération en matière de brevets (PCT) — Comités intérimaires et Sous-comité permanent du Comité intérimaire de coopération technique
Membres des Comités intérimaires: Etats signataires du PCT — *Observateurs:* Organisations intergouvernementales et internationales non gouvernementales intéressées — *Membres du Sous-comité permanent:* Allemagne (Rép. féd.), Autriche, Etats-Unis d'Amérique, Japon, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suède, Union soviétique, Institut international des brevets — *Observateur:* Brésil

- 9 au 13 octobre 1972 (Munich) — ICIREPAT — Comité technique chargé de la normalisation
- 16 au 20 octobre 1972 (Nairobi) — Séminaire africain sur la propriété intellectuelle
- 16 au 20 octobre 1972 (Genève) — ICIREPAT — Comité technique chargé des techniques perfectionnées sur ordinateur
- 23 au 27 octobre 1972 (Genève) — ICIREPAT — Comité technique chargé des systèmes communs
- 23 au 27 octobre 1972 (Genève) — ICIREPAT — Comité consultatif pour les systèmes de coopération
- 30 octobre au 3 novembre 1972 (Genève) — Comité d'experts pour une convention sur les licences de brevets
- 20 au 24 novembre 1972 (Genève) — Classification internationale des brevets (IPC) — Bureau du Comité ad hoc mixte
- 27 novembre au 1^{er} décembre 1972 (Genève) — Classification internationale des brevets (IPC) — Comité ad hoc mixte
- 13 au 15 décembre 1972 (Genève) — ICIREPAT — Comité de coordination technique
- 9 au 13 avril 1973 (Genève) — Comité d'experts chargé d'étudier une loi-type pour les pays en voie de développement concernant les appellations d'origine
But: Etude d'un projet de loi-type — *Invitations:* Pays en voie de développement, membres de l'Organisation des Nations Unies — *Observateurs:* Organisations intergouvernementales et internationales non gouvernementales intéressées
- 7 mai au 2 juin 1973 (Vienne) — Conférence diplomatique concernant: (a) l'enregistrement international des marques, (b) la classification internationale des éléments figuratifs des marques, (c) la protection des caractères typographiques
- 24 septembre au 2 octobre 1973 (Genève) — Organes administratifs de l'OMPI (Assemblée générale, Conférence, Comité de coordination) et des Unions de Paris, Berne, Nice et Lisbonne (Assemblées, Conférences de représentants, Comités exécutifs)

Réunions de l'UPOV

- 7 et 10 novembre 1972 (Genève) — Conférence diplomatique
But: Modification de la Convention
- 8 et 9 novembre 1972 (Genève) — Conseil
- 5 au 7 décembre 1972 (Genève) — Groupe de travail sur les dénominations variétales
- 2 au 6 juillet 1973 (Londres/Cambridge) — Symposium sur les droits d'obtenteur

Réunions d'autres organisations internationales s'occupant de propriété intellectuelle

- 3 au 7 juillet 1972 (Paris) — Association littéraire et artistique internationale — Réunion de travail
- 4 au 6 juillet 1972 (La Haye) — Institut international des brevets — Conseil d'administration
- 4 au 15 août 1972 (Libreville) — Office africain et malgache de la propriété industrielle — Conseil d'administration
- 16 au 21 octobre 1972 (Mexico) — Confédération internationale des sociétés d'auteurs et compositeurs — Congrès
- 23 au 26 octobre 1972 (La Haye) — Institut international des brevets — Conseil d'administration
- 12 au 18 novembre 1972 (Mexico) — Association internationale pour la protection de la propriété industrielle — Congrès
- 11 au 15 décembre 1972 (La Haye) — Institut international des brevets — Conseil d'administration
- 20 au 26 mai 1973 (Rio de Janeiro) — Chambre de commerce internationale — Congrès